

ATIONS UNIES

ONSEIL  
E TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.5/L.11  
10 mars 1952

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE L'EVOLUTION SOCIALE CAMEROUNAISE,  
BUREAU SECONDAIRE D'ESEKA  
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Note du Secrétaire général : Conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint aux membres du Conseil de tutelle et au Gouvernement italien en sa qualité d'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle de la Somalie, une communication non datée émanant de l'Evolution sociale camerounaise, Bureau secondaire d'Eséka, et concernant le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française.

C O P I E

EVOLUTION SOCIALE CAMEROUNAISE  
Bureau Secondaire Eséka

Mr. le Vice-président Général de l'Evolution  
Sociale Camerounaise  
Bureau Secondaire d'Eséka - CAMEROUN

à Monsieur le Secrétaire Général, chargé des Affaires  
du Territoire d'Outre-Mer - ETATS-UNIS

NEW-YORK

Monsieur le Secrétaire Général,

Lors du passage de la Mission de visite de l'ONU au Cameroun en Novembre 1952

Vous avez été saisi par deux mouvements politiques bien reconnus au Cameroun

Nous attirons particulièrement votre attention sur le fait que vous ne devez pas répondre aux requêtes individuelles quelles qu'elles soient à un mouvement politique.

Toute requête adressée à vous non revêtue du cachet de la Direction ou Sous-Direction d'un des deux mouvements, devra être considérée comme opinion personnelle et non générale et ne devra avoir aucune suite. Je vous communique par la présente la copie des procès-verbaux<sup>1/</sup> et les motions votées à l'unanimité des populations réunies en Assemblée Générale à Eséka - Cameroun, du 8 au 12 Février 1953 inclus.

Cette Assemblée groupait environ 400 représentants des diverses régions du Territoire.

Je vous rappelle Mr. Le Secrétaire Général que nous ne perdons pas espoir de représenter notre mouvement à la 4ème Commission de l'ONU prochain.

Veuillez agréer, Mr. le Secrétaire Général l'assurance de notre parfaite considération.

A Eséka, le \_\_\_\_\_ 1953  
LE PRESIDENT DU BUREAU SECONDAIRE,

Pierre MBELLE

EVOLUTION  
SOCIALE  
Cachet : CAMEROUNAISE  
BUREAU  
SECONDAIRE  
ESEKA

1/ Note du Secrétariat : Les procès-verbaux sus-mentionnés sont conservés dans les archives du Secrétariat, et ils seront mis à la disposition des membres du Conseil de tutelle sur demande.

C O P I E

COMMISSION POLITIQUE

L'ESOCAM est un mouvement né des fils mêmes du Cameroun et n'est affilié à aucun parti politique métropolitain. Comme tel, elle demande ou sollicite que ses membres puissent prendre part dans chaque localité auprès de l'Administration aux commissions chargées du choix d'assesseurs, mérite camerounais, conseil des notables, achat de fusils et affaire de terrain.

L'ESOCAM est une, et indivisible. Tous les membres de l'ESOCAM doivent obéir à la ligne de conduite du mouvement. Tous les membres de l'ESOCAM n'ont pas droit d'envoyer leur correspondance directement à l'Autorité chargée de l'Administration sans passer par l'intermédiaire du bureau dirigeant.

La commission politique après débats sérieux sur le projet de construction d'un local à Eséka a adopté pour 500 frs pour chaque adhérent.

COMMANDEMENT AFRICAIN

Nous sommes en République et désirons le rester. Comme tel le Chef doit être considéré à être élu par le peuple. Tout Chef frappé d'indiscipline doit être automatiquement révoqué.

Il se révélait un certain petit aller que l'Administration locale réserve aux chefs méritants. Les Chefs de village ayant près de 10 ans de service méritent récompense (médailles ou fusils). Il faut surtout noter l'activité de la plus part des chefs étrangers comme par exemple BIMAI André à Edéa. L'Assemblée sollicite la maintient comme Chef Supérieur les gens comme celui-là.

TRIBUNAL COUTUMIER

Nous voyons que le Tribunal coutumier d'Edéa vegete toujours dans l'erreur. Les Bassas et les Balembas n'ont pas les mêmes coutumes. Il conviendrait de créer dans cette localité un Tribunal Coutumier par groupement ethnique, à l'exemple de ceux de Yaoundé, il conviendrait de créer deux Tribunaux coutumiers à Edéa : l'un pour les Balembas et leurs confrères et l'autre pour les Bassas.

IMPOT DE CAPITATION

Tout bon citoyen doit payer l'impôt. Nous ne voyons pas l'inconvénient si l'Administration maintient le taux actuel. Nous sollicitons que l'Autorité ait à faire payer l'impôt aux femmes publiques, celles qui gagnent de plus que la plus part des hommes et devraient être classées à la catégorie A.

### DEMENTI SUR LA DECLARATION DE L'U.P.C.

Nous avons reconnu depuis le début que l'U.P.C. est un faux parti donc sa doctrine communiste provient de la métropole, notamment la RUSSIE. UM NYOBE, Secrétaire Général de ce mouvement n'a pas eu l'audition du peuple pour nous représenter à la 4e Commission de l'O.N.U. Toute la population le désavoue parce que fleffé menteur ce Monsieur nous a promis la lune, la terre voire paradis Terrestre. La population considère comme nulles et non avenues toutes les propositions de Monsieur UM NYOBE Ruben, perturbateur camouflé.

### NOUVEAU PLAN DE PROPAGANDE

La commission politique après avoir constaté le manque de leur devoir de certains dirigeants des sections, propose que ceux-ci soient remplacés. Le vote se fera sur place c'est à dire à chaque section.

### CCMISSION ECONOMIQUE

Il a été adopté à l'unanimité que la Région de la Sanaga Maritime a beaucoup de ressources pécunieres : le sous-sol riche en matières minières qu'agricoles. C'est la base de la richesse du pays.

Les produits que fournissent la richesse sont les suivants :

Le palmier à huile - le cacaoyer - les bois. Le palmier à huile, plante très utile, donne double produits : huile et l'amande de palme. La cueillette de regimes de palme est très difficile. Elle cause au fur et à mesure la mort. Son entretien demande un travail très compliqué. Après la récolte, les Commerçants paient aux Indigènes le prix le plus bas pour leur produit. De ce fait les Indigènes préfèrent connaître les prix de leurs produits affiché avant de les vendre car avant la guerre récente la Chambre de Commerce communiquait le cours de produit à l'Autorité Administrative afin que les subordonnés soient à la page.

Il exige des soins très munisieux et la récolte, la fermentation et le séchage demandent le pays, devaient être classés à un échelon véritable pour que son prix soit satisfaisant. Le plus souvent, l'indigène est dupé par les commerçants par manque de classification.

La population remercie vivement l'Administration parce qu'elle leur a accordé la ristourne de la taxe d'abattage. La même population solliciterait l'abattage d'arbres gratuit à l'autorité pour la fermeture et l'ameublement de leurs maisons.

Nous rappelons à l'autorité d'intervenir auprès de l'autorité compétente à ce que le NOUBI ou ADJAB soit préservé car les Exploitants le coupent acharnement. Nous constatons que le travail des planteurs n'est pas respecté. Ces derniers méritent auprès de l'autorité de nombreuses faveurs : (médailles et fusils) pour chasser les animaux dévastateurs et pour améliorer la vie économique par les apports des machines à huile, concasseur et prêt d'argent à la S.A.P.

Le marché de Sombo qui a été supprimé par suite des affaires, soit ouvert officiellement.

#### COMMISSION SOCIALE

INSTRUCTION PUBLIQUE. L'enseignement étant la base de l'Evolution, vu combien la Région de la Sanaga Maritime est vaste, vu la crise des écoles et le manque de moyen de locomotion -

L'Evolution Sociale Camerounaise sollicite aux autorités administratives d'intervenir auprès de la Direction de l'Enseignement Public, la multiplication des écoles rurales dans la Région de la Sanaga Maritime à savoir : une par canton. Sollicite de reporter l'âge scolaire à 18 ans au lieu de 14 ans pour l'enseignement primaire. A cela parce que vu les distances entre les villages et les lieux des écoles, les enfants avant l'âge de 10 ans ne peuvent pas se déplacer eux seuls pour se rendre à l'école. A cause de ce retard, il n'est possible qu'avant 16 ans un enfant réussit pour entrer à l'Enseignement secondaire. Sollicite également l'installation de deux collèges de l'enseignement général et technique dans la Région de la Sanaga Maritime, le service social à chaque Subdivision pour que les enfants de la Région de la Sanaga Maritime bénéficient aussi de l'initiation des enfants et le soin des femmes enceintes et des enfants.

SANTE PUBLIQUE. La santé étant la base de la vie, sollicite qu'un dispensaire soit accordé à chaque canton. Qu'une voiture ambulante soit mise au dispensaire d'Eséka, à cela pour évacuation des malades résidant loin de l'Hôpital.

MOYEN DE LOCOMOTION. La Région de la Sanaga Maritime n'ayant pour ressource que les produits agricoles en particulier, et que pour les exploiter il faut les vendre au commerce. Vu la crise des centres commerciaux causés par manque des routes, pour l'évacuation de produits, sollicite la mise en application de la promesse de construction de la route KOPONGO-NGAMBE - demande la construction des routes ESEKA-MAKAK, MANGUENGUES-YABII. Demande pour la traversée de la Sanaga Sackbayémi-Songmbengué un bac à moteur.

VOIE DE COMMUNICATION. Afin de faciliter la communication de la population avec les autorités administratives, l'ESOCAM sollicite pour la Région de la Sanaga Maritime l'installation des postes téléphoniques à POUMA, SACKBAYEME, MATOMB.

EAUX ET ASSAINISSEMENTS. Vu la population d'ESEKA, les peu de ruisseaux qui y existent sont insuffisants pour ravitailler la ville d'Eséka d'autant plus qu'ils ne sont même pas potables - sollicite l'installation des fontaines par le service des eaux et assainissement à Eséka.

AMENAGEMENT DU CENTRE COMMERCIAL. Ayant constaté que les Commerçants Européens de la ville d'Eséka, après s'être enrichis du bien de la Région de la Sanaga Maritime, s'en vont construire des chateaux dans d'autres Régions alors qu'ils possèdent que des huttes dans les Centres de EDEA et ESEKA. A cela, l'Evolution Sociale Camerounaise Bureau Secondaire de la Région de la Sanaga Maritime - demande aux Autorités de bien vouloir imposer la construction en dur dans ces centres à tous Commerçants qui désireraient continuer son Commerce dans la Région de la Sanaga Maritime comme par exemple M.M. MACRIS Michel, Commerçant à EDEA et SPYROPOULOS et Cie. Ces deux derniers sont les seuls qui se sont souvenus que c'est à la Sanaga Maritime qu'ils se sont créés les situations et sont les seuls méritants de tout privilège possible les concernant dans notre Région.

REMUNERATION DES TRAVAILLEURS. Ayant constaté que les Entreprises privées négligent l'application des barèmes des salaires adoptés par les commissions paritaires et diffusés par les arrêtés officiels, l'EVOLUTION SOCIALE CAMEROUNAIS attire l'attention des autorités administratives afin de veiller à la mise en application stricte des décisions des commissions paritaires à toutes les entreprises privées.

C O N C L U S I O N

Après avoir donné lecture des délibérations des commissions ci-dessus à l'unanimité, l'Assemblée a adopté les résolutions prises par les Commissions.

LA SEANCE EST LEVEE A 15 HEURES

A ESEKA, le 10 Février 1953  
Le Président de Séance

EVOLUTION SOCIALE  
CAMEROUNAISE

Cachet : BUREAU SECONDAIRE  
ESEKA

Le Secrétaire,

Les Assesseurs,

Le Président du Bureau Secondaire  
de la Région Sanaga Maritime  
E S E K A  
(paraphe)